

European Union Agency for Fundamental Rights



Personal information

Surname(s)

MARTINEL

First name(s)

Agnès

Country

France

Current professional position

Conseillère doyen de la deuxième chambre civile de la Cour de cassation

Position on the MB

Membre titulaire
Full member

Term of office on MB

Sept 2022 – Sept 2027

Additional Information

Après des études de droit et de sciences politiques, Agnès Martinel a exercé des fonctions de juge dans des tribunaux de première instance, avant de devenir conseillère référendaire à la Cour de cassation, dans des chambres civiles. Puis, elle a été détachée au Conseil d'Etat en qualité de maître des requêtes en service extraordinaire pour être rapporteure dans des affaires contentieuses mais également sur des projets de textes législatifs et réglementaires. Revenue ensuite à la Cour de cassation en tant que conseillère, au sein de la deuxième chambre civile, elle a accédé aux fonctions de conseillère doyen de la section de la procédure civile, puis à celles de conseillère doyen de cette chambre. Elle a été la rapporteure de multiples affaires impliquant la mise en oeuvre de la Convention européenne des droits de l'homme et d'autres conventions internationales, notamment en matière de droits sociaux. Elle est auteur ou co-auteur d'ouvrages et d'articles juridiques et a participé à de nombreux colloques.

After law and politics studies, Agnès Martinel served as a judge in different courts of first instance before being appointed as

an auxiliary judge at the Court of cassation, in civil sections. Then, she was seconded to the Council of State as a rapporteur in a judicial section and in administrative division. She returns at the Court of cassation, first, as a judge in the second civil chamber, and after, as a dean of the civil processual law section. She is now the dean of the second civil chamber. She was the rapporteur of many cases involving the implementation of the European Convention of human rights and of other international treaties, specially concerning social rights. She has writing some law books and legal articles. She has taken part in many conferences.